

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE FRANCE  
CINQUIÈME AFFECTATION 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT</a>	5
<a href="#">Traité de fusion CRT-CPR</a>	6
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	32
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	35
<a href="#">Annexe 1 : Fiches projets - Fonds Régional Tourisme</a>	36
<a href="#">Annexe 2 : COM CRIDE-CRT Avenant 1</a>	42
<a href="#">Annexe 3 : FP Fédération française baseball softball modifiée</a>	46

## EXPOSÉ DES MOTIFS

### 1. Attribution de subventions au titre du Fonds régional pour le tourisme – cinquième affectation 2023

Par délibération n°CR 221-16 du 15 décembre 2016 modifié par délibération CP 2023-148 du 1<sup>er</sup> juin 2023, le conseil régional a créé le Fonds régional pour le tourisme orienté sur les quatre axes prioritaires suivants, tant en fonctionnement qu'en investissement, dont le règlement précise les types de soutien :

- Aider à la création, l'adaptation et le développement de l'offre touristique,
- Accompagner la digitalisation de l'offre touristique,
- Aider à la création d'hébergements touristiques durables,
- Et soutenir la filière touristique par des actions de communication ou à l'organisation d'événements d'envergure régionale.

La relance et la transformation de l'économie touristique francilienne constituent l'essence même des orientations du nouveau Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2022-2028 voté le 19 mai 2022. Le dépôt des dossiers se fait par le biais de la Plateforme « mes démarches ». Le service de la Région en charge du tourisme instruit les demandes. Le Comité régional du tourisme apporte son soutien dans l'expertise des dossiers sur demande des services de la Région.

Ce rapport propose l'attribution de **2 subventions** en autorisation de programme pour un montant total de **249 250 €**. Les conventions qui seront signées avec les bénéficiaires intégreront les modifications rendues nécessaires par l'application de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

### 2. Attribution de la subvention 2023 à l'organisme associé à l'action régionale dans le domaine du tourisme (deuxième affectation)

Dans son champ de compétences, la Région a été conduite à associer à ses actions des organismes extérieurs, le plus souvent constitués sous forme associative ou établissements publics. Ces organismes ont pour point commun de recevoir, pour la quasi-totalité d'entre eux, une participation financière régulière et souvent majoritaire de la collectivité régionale et d'accueillir certains de ses représentants au sein de leurs conseils d'administration respectifs. A ce titre, les statuts de ces organismes prévoient une place de droit de la région Île-de-France au sein de leurs instances dirigeantes.

Par délibération en CR du 31 mai 2023 (CR 2023-022), les missions du Comité Régional du Tourisme Île-de-France (CRTIDF) ont été confiées au sein de l'agence Choose Paris Region (CPR) dans l'objectif de renforcer les synergies entre attractivité et tourisme au bénéfice de l'Île-de-France. Cela concerne notamment les actions de promotion et de communication touristiques de la Région en France et à l'étranger, tant en direction des professionnels que des médias et du grand public, mais aussi et plus généralement toute mission concourant à la mise en œuvre de la politique régionale du tourisme.

La démarche d'absorption du CRTIDF par CPR étant finalisée et le traité de fusion signé le 1<sup>er</sup>

juillet 2023, il est proposé d'attribuer le 2<sup>ème</sup> versement de la subvention à l'organisme associé Choose Paris Region et de lui affecter une autorisation d'engagement de **3 837 200 €** dans l'objectif de poursuivre les missions concourant à la déclinaison de la politique régionale du tourisme sans discontinuité de fonctionnement du CRT.

### **3. Affectation de la subvention 2023 en faveur des CaRT pour le fonctionnement du dispositif des points d'information dans les aéroports franciliens pour 2023 et hors aéroports (deuxième affectation)**

Au vu des résultats du dispositif des points d'information Tourisme localisés à Roissy et Orly, dont la qualité et l'importance en termes d'accueil sont reconnues, Aéroports de Paris et la région Ile-de-France ont renouvelé en 2018 leur partenariat sur une durée de 6 ans (couvrant la période 2019-2024) avec une ambition nouvelle : l'ouverture d'un 3<sup>ème</sup> Point Information Tourisme à Orly, programme de mobilité des agents des PIT, amélioration de la signalétique. La Région et Aéroports de Paris se sont engagés, sous réserve du respect de l'exécution des budgets prévisionnels, à allouer leurs subventions de fonctionnement au profit des CART (gestionnaires des points d'accueil) pour un montant total de 24 000 000 € sur 6 ans, soit 2 500 000 € annuels pour la Région.

Les centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) étant hors périmètre de la fusion absorption du CRTIDF par CPR, il est donc proposé d'attribuer le 2<sup>ème</sup> versement de l'aide régionale afin d'assurer sans discontinuité le fonctionnement des points d'information dans les aéroports franciliens et hors aéroport pour 2023.

Cette deuxième affectation porte sur :

- une deuxième autorisation d'engagement de **750 000 €** en faveur des CaRT/ADP,
- une deuxième autorisation d'engagement de **432 000 €** en faveur des CaRT hors aéroports.

### **4. Corrections de la délibération n° CP 2022-153 du 20 mai 2022**

Par délibération CP 2022-153 du 20 mai 2022, la Région a attribué une subvention à **FÉDÉRATION FRANÇAISE DE BASEBALL SOFTBALL** (EX061967) d'un montant de **50 000 €** pour la coupe du monde 2025. Suite à une erreur matérielle, la base subventionnable doit être corrigée. En effet, le bénéficiaire a transmis une attestation de non-récupération de TVA, la base subventionnable est en TTC et non HT. Cette correction est sans incidence sur le montant de l'aide votée.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

## **ANNEXE AU RAPPORT**

## **Traité de fusion CRT-CPR**

## ↻ TRAITE DE FUSION ↻

---

### ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

**L'Association Loi 1901 dénommée « CHOOSE PARIS REGION »**, identifiée au SIREN sous le numéro 802 060 814, n°RNA W751223942, dont le siège est sis 18 rue de Londres – 75009 Paris, représentée par la Présidente du conseil d'administration, **Mme Alexandra DUBLANCHE**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des délibérations du CA du 11 avril 2023, dont une copie est ci-annexée (**ANNEXE 1**),

Ci-après dénommé « **CPR** » ou l'« Absorbante »,

*D'UNE PREMIERE PART,*

### ET :

**L'Association Loi 1901 dénommée « COMITE REGIONAL DU TOURISME D'ILE DE FRANCE »**, identifiée au SIREN sous le numéro 301 072 880, n°RNA W751081692, dont le siège est sis 11 rue du Faubourg Poissonnière – 75009 Paris, représentée par le Président de son Conseil d'administration, **M. Eric JEUNEMAITRE**, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des délibérations du 13 avril 2023, dont une copie est ci-annexée (**ANNEXE 2**),

Ci-après dénommé « **CRTIDF** » ou l'« Absorbée »,

*D'UNE SECONDE PART,*

Ci-après également désignées, chacune, une ou la « Partie » et, ensemble, les « Parties ».

✎

Il a été déclaré et convenu ce qui suit, en vue de réaliser la fusion de ces deux associations par voie d'absorption du CRTIDF par CPR.

✎

## Table des matières

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT : .....	3
<i>Objectifs de la fusion, résultats attendus, projets et valeurs</i> .....	8
CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT : .....	10
ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DES ASSOCIATIONS.....	10
<i>1.1. Caractéristiques des associations</i> .....	10
1.1.1. Le CRTIDF .....	10
1.1.2 CPR.....	11
<i>1.2. Dirigeants communs aux deux associations</i> .....	12
ARTICLE 2 - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION – DATE D'EFFET DE LA FUSION.....	12
<i>2.1. Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération</i> .....	12
<i>2.2 Date d'effet de la fusion</i> .....	12
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LES SALAIRES TRANSFERES .....	12
<i>3.1. Transfert des contrats de travail</i> .....	12
<i>3.2. Charges sociales</i> .....	13
<i>3.3. Usages et autres engagements</i> .....	13
<i>3.4. Accords d'entreprise</i> .....	13
<i>3.5. Documents</i> .....	13
ARTICLE 4 - ACTIF ET PASSIF TRANSMIS .....	13
<i>4.1. Situation comptable de l'association Absorbée</i> .....	14
<i>4.2. Situation active de l'association Absorbante</i> .....	15
<i>4.4 Subventions perçues ou à percevoir par le CRTIDF</i> .....	16
<i>4.5 Actifs de l'Absorbée éventuellement omis</i> .....	16
ARTICLE 5 - CONDITIONS DES APPORTS .....	16
<i>5.1 Propriété –jouissance</i> .....	16
<i>5.2 Charges et conditions</i> .....	16
5.2.1. En ce qui concerne CPR .....	16
5.2.2 En ce qui concerne le CRTIDF .....	18
ARTICLE 6 – AGREMENTS ET AUTORISATIONS .....	18
ARTICLE 7 – DEMANDE DE TRANSFERTS DES CONVENTIONNEMENTS DONNANT DROIT A SUBVENTION .....	18
ARTICLE 8 - CONTREPARTIE DE L'APPORT .....	19
ARTICLE 9 - MEMBRES.....	19
ARTICLE 10 - DECLARATIONS du CRTIDF .....	20
ARTICLE 11 - DECLARATIONS DE CPR .....	21



ARTICLE 12 – DECLARATIONS FISCALES.....	21
<i>12.1 Impôt sur les sociétés</i> .....	21
<i>12.2 Droits d'enregistrement</i> .....	22
<i>12.3 Taxe sur la valeur ajoutée</i> .....	22
ARTICLE 13 – REALISATION DE LA FUSION .....	22
ARTICLE 14 - DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DE L'ASSOCIATION ABSORBEE .....	23
ARTICLE 15 - DELEGATIONS DE POUVOIRS.....	23
ARTICLE 16 - FORMALITES DE PUBLICITE .....	24
ARTICLE 17 - FRAIS ET DROITS.....	24
ARTICLE 18 - ELECTION DE DOMICILE .....	24
ARTICLE 19 – DROIT APPLICABLE – LITIGES.....	24
<i>19.1. Droit applicable</i> .....	24
<i>19.2. Litiges</i> .....	24
ARTICLE 20 – ANNEXES AU TRAITE DE FUSION .....	24



## **IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

---

**CHOOSE PARIS REGION** a été créée en 2014, alors sous la dénomination « PARIS REGION ENTREPRISES » (« PRE »).

Son **objet** est de contribuer à l'attractivité et au développement économique de la région Ile-de-France.

CPR aura notamment pour mission, selon l'article 2 du projet de ses statuts (sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 juin 2023) :

- L'attraction d'investisseurs internationaux ;
- Le développement et l'ancrage d'activités économiques porteuses d'emplois pérennes ;
- L'attractivité du territoire francilien dans les domaines culturel et artistique.
- La mise en œuvre de la politique du tourisme de la Région Ile-de-France, notamment dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, des aides aux hébergements, des assistances techniques à la commercialisation ainsi que de la formation professionnelle, ainsi que la réalisation des actions de promotion touristique de la Région Ile-de-France, en France et à l'étranger.



Actuellement, l'association est composée de plusieurs catégories de **membres** qui sont constitués en différents **collèges** au sein de l'assemblée générale (article 5 des statuts) :

- « Fondateurs et membres de droit » (collège 1) ;
- « Acteurs de l'attractivité » (collège 2) ;
- « Entreprises » (collège 3) ;
- « Territoires » (collège 4) ;
- « Aménageurs » (collège 5).

**Le collège 1** comprend les fondateurs et membres de droit de l'association :

- Région Ile-de-France ;
- Etat ;
- Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris Ile-de-France ;
- Bpifrance Financement ;
- Business France ;
- Métropole du Grand Paris.

**Le collège 2** comprend les acteurs principalement publics et parapublics qui contribuent à l'attractivité de la région Ile-de-France ou de la France.

- Acteurs publics ou parapublics dont une des missions est la promotion de la région Ile-de-France ou de la France ;
- Structures agissant dans les domaines suivants : recrutement, éducation, santé, immobilier, juridique, R&D, innovation, enseignement, banque et finance, industrie de l'image, sans que cela soit exhaustif (exemples : hôpitaux, écoles, laboratoires, etc.) ;
- Pôles de compétitivité ;
- Incubateurs ;
- Entités représentatives d'une profession et/ou d'un corps de métiers ;
- Organismes associés de la Région Ile-de-France ;
- Structures internationales agissant pour le développement d'entreprises étrangères en Ile-de-France.

**Le collège 3** comprend les entreprises.

Les membres correspondants peuvent notamment bénéficier ou avoir bénéficié des services de l'agence, conseiller l'agence, relayer les messages d'attractivité, cofinancer ou construire des actions au service de l'attractivité :

- Membres du réseau mondial d'innovation ouverte opéré par l'association (« Global Open Innovation Network ») ;
- Entreprises ambassadrices de l'excellence française ;
- Entreprises filiales de groupes internationaux implantées en Ile-de-France ;
- Entreprises agissant dans les domaines suivants : recrutement, éducation, santé, immobilier, juridique, R&D, innovation, enseignement, banque et finance, industrie de l'image sans que cela soit exhaustif.

**Le collège 4** comprend les collectivités, organismes publics ou parapublics territoriaux et associations de représentants d'élus. Les membres correspondants sont des partenaires naturels de l'agence pour le relai territorial des actions menées et peuvent cofinancer ou construire des actions communes au service de

l'attractivité. Parmi les acteurs correspondants figurent :

- Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ;
- Établissements publics territoriaux (EPT) ;
- Agences de développement économique ;
- Etablissements publics à caractère industriel et commercial ; ;
- Groupements d'intérêt public ;
- Représentants des sites franciliens emblématiques et touristiques en lien avec l'industrie de l'image ;
- Associations d'élus.

**Le collège 5** comprend les opérateurs d'aménagement qui interviennent sur le territoire francilien.

Parmi les acteurs correspondants figurent :

- Les établissements publics d'aménagement
- Les sociétés d'économie mixte (SEM) ;
- Les établissements publics à caractère industriel et commercial.

Dans le cadre de la fusion, les statuts envisagés prévoient une nouvelle répartition des collèges afin de tenir compte des dispositions du code de tourisme (articles L131-1 et s) et des compétences spécifiques du comité régional du tourisme. Ces nouveaux collèges seront ainsi désignés :

- « Fondateurs » (collège 1) ;
- « Entreprises » (collège 2) ;
- « Territoires » (collège 3) ;
- « Acteurs du développement économique et de l'attractivité » (collège 4)
- « Acteurs de la promotion touristique et du patrimoine » (collège 5).



**L'Assemblée générale** (articles 17 à 20 des statuts) de CPR est composée de tous les membres à jour de leur cotisation, étant précisé que la représentation des membres fondateurs et de droit au sein de l'assemblée générale est assurée par 14 représentants.

La liste à jour des membres de CPR figure en Annexe 3.

### **ANNEXE 3 - Liste à jour des membres de CPR**



CPR est administrée par un **conseil d'Administration** (articles 21 à 27 des statuts) composé de 26 administrateurs, répartis comme suit :

- collège 1 : 13 administrateurs ;
- collège 2 : 3 administrateurs ;
- collège 3 : 3 administrateurs ;
- collège 4 : 3 administrateurs ;
- collège 5 : 3 administrateurs ;
- salariés de l'association : 1 administrateur membre du comité social et économique (« CSE »).

Chaque collège de l'assemblée générale élit en son sein ses représentants au

conseil d'administration selon les modalités prévues par les statuts (à l'article 18).

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un **président**, un ou plusieurs **vice-présidents**, et un **trésorier** (articles 29 à 31 des statuts).

Le président du conseil d'administration représente l'association dans tous les actes de la vie civile (article 29 des statuts).

Le ou les vice-présidents, désignés par le conseil d'administration, assistent le président dans l'exercice de ses fonctions (article 30 des statuts).

Le trésorier, désigné par le conseil d'administration est de manière générale chargé du suivi des aspects financiers et comptables de CPR (article 31 des statuts).



Le **COMITE REGIONAL DU TOURISME D'ILE DE FRANCE** créé en 1987 a pour double mission d'assurer les actions de promotion touristique de la Région Ile-de-France, en France et à l'étranger, et de mener toute mission concourant à la mise en œuvre de la politique régionale du tourisme fixée par la Région.

L'objet du CRTIDF (article 2 de ses statuts) est le suivant :

*« En application des dispositions du Titre III du Livre 1<sup>er</sup> de la partie législative du code du tourisme, le CRT est notamment chargé d'assurer les actions de promotion et de communication touristiques de la Région Ile-de-France, en France et à l'étranger, tant en direction des professionnels que des médias et du grand public.*

*A la demande du Conseil Régional d'Ile-de-France, le CRT est également chargé de mener toute mission concourant à la mise en œuvre de la politique régionale du Tourisme.*

*Il élabore le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs.*

*Il définit et met en œuvre la stratégie permettant de disposer de la connaissance de l'activité touristique en Ile-de-France ».*



Le CRTIDF comprend les **membres fondateurs** suivants (article 6-1 des statuts) :

- la Région Ile-de-France ;
- les huit départements d'Ile-de-France ;
- les comités départementaux du tourisme d'Ile-de-France ou tout autre organisme départemental en charge du tourisme ;
- l'Office du tourisme et des congrès de Paris ;
- la chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France ;

Le CRTIDF comprend par ailleurs des **membres actifs** (article 6-2 des statuts) qui sont des personnes morales ou physiques agréées par le **bureau** et qualifiées en raison de leur action dans le domaine du tourisme en Ile-de-France.

Les membres actifs appartiennent notamment aux catégories suivantes :

- le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional d'Ile-de-France ;
- Les services de l'Etat ;

- les chambres consulaires (chambres de commerce et d'industrie, chambres d'agriculture, chambre des Métiers ...) d'Ile-de-France ;
- les Unions départementales des Offices de tourisme et des Syndicats d'initiative d'Ile-de-France ;
- les Offices de tourisme et les Syndicats d'initiative d'Ile-de-France ;
- les sociétés du secteur du tourisme et des loisirs ;
- les associations de tourisme et de loisirs ;
- les communes touristiques ou leurs groupements.

La liste à jour des membres du CRTIDF figure en Annexe 4.

#### **ANNEXE 4 - Liste à jour des membres du CRTIDF**



**L'Assemblée générale** du CRTIDF (articles 9 et 10 des statuts) est composée des représentants des membres fondateurs et des membres actifs selon les règles de représentation précisées à l'article 9-1 des statuts.

Le directeur général des services de la Région Ile-de-France (ou son représentant) peut assister aux réunions de l'assemblée générale sans possibilité de participer au vote.



Le **conseil d'administration** du CRTIDF (article 11 des statuts) est l'organe de décision et de contrôle interne de l'association.

Il est composé des **administrateurs** suivants :

- Le Président du Conseil régional d'Ile-de-France ou son représentant ;
- Le vice-président du Conseil régional chargé du tourisme ou son représentant ;
- Le Président de la commission régionale thématique en charge du tourisme ;
- 16 conseillers régionaux élus par l'assemblée générale ordinaire parmi ceux qui y siègent ;
- Le Président du Conseil Economique Social et Environnemental d'Ile-de-France ou son représentant ;
- Les Présidents des Comités départementaux du tourisme ou tout autre organisme départemental en charge du tourisme ou leurs représentants ;
- Les Présidents des Unions départementales des Offices du tourisme et Syndicats d'initiative ou leurs représentants d'Ile-de-France ;
- Le Président de l'Office de tourisme et des congrès de Paris ou son représentant ;
- Le Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France ;
- Quatorze membres de l'assemblée Générale élus par elle-même, en dehors des conseillers régionaux.



Le CRTIDF comporte également un **bureau** (article 12 des statuts) composé comme il suit :

- Le président de l'association qui est élu par le conseil d'Administration parmi les représentants du Conseil régional ;
- Quatre vice-présidents élus parmi les représentants du Conseil Régional (dans les mêmes conditions que président), et le cas échéant d'autres vice-présidents élus parmi les huit administrateurs membres du bureau ;
- Le trésorier ;
- Le cas échéant un secrétaire ;
- Huit administrateurs.

Le bureau prépare les délibérations du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

✎

Le **Président** du CRTIDF représente l'association dans tous les actes de la vie civile (article 13.2 des statuts).

✎

### ***Objectifs de la fusion, résultats attendus, projets et valeurs***

Les objets des deux associations présentent une complémentarité évidente.

Les associations se sont rencontrées à plusieurs reprises pour échanger sur l'opportunité de fusionner afin de créer une grande **agence régionale d'attractivité au sein de l'Absorbante**.

Cette agence aura vocation à porter à la fois les activités liées au développement économique et celles liées au tourisme.

Il est rappelé à cet égard que le code du tourisme n'impose pas de restriction particulière concernant le cumul, dans une même structure, d'une activité de tourisme d'une part, et de développement économique d'autre part.

Le tourisme est une compétence partagée entre les collectivités territoriales conformément aux articles L1111-4 du CGCT, et L131-1 et suivants du code du tourisme pour les régions.

Le développement économique relève quant à lui d'une compétence régionale conformément aux articles L4211-1 et L4221-1 du CGCT.

Ainsi, le droit applicable permet d'envisager un cumul de ces activités au sein d'une même entité.

Les Parties rappellent qu'il doit exister un comité régional du tourisme dans chaque région.

Le statut de ce comité doit être adopté par délibération du conseil régional (L131-4 C. tourisme) et un ou plusieurs délégués de chaque conseil départemental doivent appartenir au comité régional du tourisme.

Cela étant, le CGCT n'impose pas non plus de forme juridique particulière pour créer un comité régional du tourisme.

C'est pourquoi CPR et le CRTIDF se sont entendus pour que la future grande agence d'attractivité intègre le comité régional du tourisme visé par le code du Tourisme par fusion-absorption du CRTIDF par CPR.

Il est rappelé à cet égard que le comité régional du tourisme, intégré à la future agence d'attractivité régionale, devra comprendre notamment des délégués du conseil régional, un ou plusieurs délégués de chaque conseil départemental, ainsi que des membres représentant :

- Les organismes consulaires ;
- Chaque comité départemental du tourisme ou organisme assimilé ;
- Les offices de tourisme et les syndicats d'initiative ;
- Les professions du tourisme, du thermalisme et des loisirs ;
- Les associations de tourisme et de loisirs ;
- Les communes touristiques ou leurs groupements et les stations classées de tourisme (L131-4 du code du tourisme).

Par ailleurs, la future agence exercera la compétence développement économique comprenant les missions suivantes :

- Le développement économique, à savoir les actions de développement économique (cf articles L4251-1 et suivants du CGCT) ;
- La création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- La politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.

✎

Les rencontres entre les représentants des deux associations ont révélé une volonté claire et non équivoque de se rapprocher pour s'engager dans un mécanisme de **fusion** des associations.

✎

Ce projet de fusion constitue également :

- ✓ une **opportunité** qui va renforcer les moyens d'action et de développement de des missions des deux entités fusionnées, pour un rayonnement régional, national et mondial ;
- ✓ une **nouvelle séquence** pour l'attractivité francilienne à l'approche des Jeux Olympiques et Jeux Paralympiques et la mise en place de synergie entre tourisme et attractivité économique, la nouvelle entité ayant à devenir en la matière le « guichet unique » francilien ;
- ✓ une **mise en cohérence** permettant de développer une offre territoriale de services de haut niveau commune à tous les publics : notamment touristes, touristes d'affaires, investisseurs, talents, futurs habitant, et de proposer une facilité d'accès aux services, la digitalisation de l'offre, l'accessibilité et l'inclusion, en prenant en compte les impacts écologiques des missions ;

- ✓ une **rationalité** qui va permettre une coordination optimisée de ces missions au sein d'une entité unique et de s'inscrire de manière visible et durable dans un contexte de concurrence internationale ;
- ✓ une **logique** permettant de mettre en œuvre un travail collectif et d'optimiser la gestion et les coûts, dans un contexte qui exige toujours plus de rigueur budgétaire.

Enfin, les Parties rappellent qu'elles partagent des valeurs essentielles qui président à l'exercice de leurs missions d'intérêt général.



Ce rapprochement a conduit à décider de réaliser la **fusion-absorption** du CRTIDF par CPR.



C'est dans ces conditions qu'a été établi le présent traité de fusion, conformément aux exigences de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 (article 9 bis) et du décret du 16 août 1901 (articles 15-1 à 15-7) (ci-après le « **Traité** »).



## **CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

---

### **ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DES ASSOCIATIONS**

#### **1.1. *Caractéristiques des associations***

##### **1.1.1. *Le CRTIDF***

L'association Absorbée a l'objet qui est rappelé en préambule du présent Traité.

#### **ANNEXE 5 – Statuts du CRTIDF.**



L'association Absorbée clôture son exercice au 31 décembre de chaque année ;

L'association Absorbée est constituée des :

1. membres fondateurs
2. membres actifs

Le Conseil d'administration est composé, fonctionne et délibère selon les dispositions de l'article 11 des statuts.

Le bureau de l'association est composé, fonctionne et dispose des attributions prévues à l'article 12 des statuts.



Les assemblées de l'association fonctionnent et délibèrent selon les dispositions des articles 9 et 10 des statuts.

L'association Absorbée est représentée par un Président (article 13 des statuts).

Elle comporte également un secrétaire et un trésorier (article 12 des statuts).

### **1.1.2 CPR**

L'association Absorbante a l'objet qui est rappelé en préambule du présent Traité.

En outre, comme agence régionale d'attractivité, CPR participe à son déploiement au travers de trois axes principaux : contribuer à la compétitivité et à l'attractivité de l'Ile-de-France, développer la notoriété et la visibilité de l'Ile-de-France à l'international et prospecter des investissements étrangers, et proposer aux entreprises étrangères un accompagnement différencié.

Pour mener à bien sa mission, CPR assure la coordination et la fédération des acteurs de l'attractivité sur le territoire (collectivités franciliennes, Etat, organismes publics et parapublics, entreprises françaises et étrangères, etc.) et agit pour et au nom d'un collectif de partenaires.

Par ailleurs, à la suite de l'intégration des missions de la Commission du Film d'Ile-de-France en 2019, CPR a également pour mission de promouvoir la destination francilienne pour les productions et la filière de l'image, d'accompagner les productions sur toute la chaîne de fabrication du film, et de fédérer la filière et les professionnels.

L'association Absorbante clôture son exercice au 31 décembre de chaque année.

L'association Absorbante est constituée de plusieurs catégories de membres qui sont réunis en différents collèges au sein de l'Assemblée générale : les « Fondateurs et membres de droit » (collège 1), les « Acteurs de l'attractivité » (collège 2), les « Entreprises » (collège 3), les « Territoires » (collège 4), et les « Aménageurs » (collège 5), dans les conditions fixées par l'article 5 de ses statuts.

## **ANNEXE 6 – Statuts en vigueur de CPR au 26 mai 2023**

### **ANNEXE 6B - Statuts approuvés pour l'entité issue de la fusion**



Les assemblées de CPR fonctionnent et délibèrent selon les dispositions des articles 17 à 20 de ses statuts.

CPR comporte un conseil d'administration (article 21 des statuts) qui gère l'Association et met en œuvre les orientations stratégiques décidées par l'Assemblée générale.

Il constitue également l'organe de contrôle permanent de la gestion de l'Association.

L'association Absorbante comporte également un Président (article 29 des statuts) qui assure le bon fonctionnement de l'administration de l'Association et la représente

dans ses rapports avec les tiers et dans tous les actes de la vie civile, en toutes circonstances.

Le ou les vice-présidents assistent le Président dans l'exercice de ses fonctions (article 30 des statuts).

Le Trésorier est, de manière générale, chargé du suivi des aspects financiers et comptables de l'Association (article 31 des statuts).

### **1.2. *Dirigeants communs aux deux associations***

Il est précisé que les dirigeants communs entre les deux associations sont les suivants :

- Mme Murielle BOURREAU, Conseillère régionale
- M. JérémY REDLER, Conseiller régional, délégué spécial aux Grands Événements internationaux et aux Salons
- M. Aurélien GOMEZ, Directeur des Affaires Territoriales, Air France

## **ARTICLE 2 - COMPTES UTILISES POUR ETABLIR LES CONDITIONS DE L'OPERATION – DATE D'EFFET DE LA FUSION**

### **2.1. *Comptes utilisés pour établir les conditions de l'opération***

Pour établir les conditions de l'opération, les Présidents de l'association Absorbée et de l'association Absorbante ont décidé de retenir les comptes arrêtés au **31 décembre 2022** correspondant à la date de clôture du dernier exercice de l'association Absorbante et de l'association Absorbée.

**ANNEXE 7** - Comptes établis par l'expert-comptable du CRTIDF, certifiés par le commissaire aux comptes et arrêtés par le conseil d'administration pour l'exercice clos au 31 décembre 2022

**ANNEXE 8** - Comptes établis par l'expert-comptable de CPR, certifiés par le commissaire aux comptes et par le conseil d'administration pour l'exercice clos au 31 décembre 2022

Ces comptes ont été approuvés par les assemblées générales respectives des Parties préalablement à la signature du Traité de fusion, soit le 22 juin 2023 pour le CRTIDF et le 23 juin 2023 pour CPR.

### **2.2 *Date d'effet de la fusion***

La fusion prendra effet au **1<sup>er</sup> juillet 2023** (ci-après la « **Date de la Fusion** »).

A cette Date, l'association Absorbée transmet à l'association Absorbante l'intégralité des éléments composant son patrimoine dans l'état où ledit patrimoine se trouve, ainsi que l'ensemble de ses droits et obligations.

## **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LES SALAIRES TRANSFERES**

### **3.1. *Transfert des contrats de travail***

Conformément à l'article L.1224-1 du code du travail la fusion entraîne le transfert de plein droit au sein de l'Absorbante des contrats de travail des salariés de l'Absorbée en cours à la Date de la Fusion et dont la liste figure en annexe.

Les contrats de travail, se poursuivront aux mêmes conditions au sein de l'Absorbante.

#### **ANNEXE 9 – Liste des contrats de travail transférés.**

L'Absorbante sera tenue à l'égard de l'ensemble des salariés de l'Absorbée transférés aux obligations qui incombait à cette dernière à la date de la fusion.

#### **3.2. Charges sociales**

L'Absorbée s'acquittera de toutes les charges sociales dues jusqu'à la Date de la Fusion et des déclarations afférentes.

#### **3.3. Usages et autres engagements**

Les usages, engagements unilatéraux et accords atypiques pris par l'Absorbée au profit des salariés repris seront repris et gérés selon les conditions légales

#### **ANNEXE 10 – Liste des usages, engagements unilatéraux et accords atypiques actuellement en vigueur au sein du CRTIDF.**

#### **3.4. Accords d'entreprise**

Sauf négociation d'un accord collectif d'adaptation/de transition avant la fusion, les accords d'entreprise de l'Absorbée en vigueur lors de la réalisation de la fusion continueront à produire effet au sein de l'Absorbante jusqu'à l'entrée en vigueur d'un accord de substitution ou, à défaut, pendant un an à compter de l'expiration du délai de préavis de 3 mois, sauf clause prévoyant une durée supérieure.

Les accords d'entreprise de l'Absorbante seront applicables aux salariés transférés dès la Date de la Fusion conformément à la loi.

#### **3.5. Documents**

CPR aura accès, dès la prise des délibérations des conseils d'administration des deux associations décidant du projet de fusion, à l'ensemble des documents administratifs de l'Absorbée, y compris aux documents concernant les salariés transférés et notamment leur contrat de travail, les documents de paye, les déclarations.

Cet accès à la documentation sociale pourra le cas échéant se faire dans le cadre d'un accord de confidentialité et devra en tout état de cause respecter les règles applicables à l'information et à la consultation du CSE et les règles applicables au titre de la réglementation RGPD.

### **ARTICLE 4 - ACTIF ET PASSIF TRANSMIS**

L'association Absorbée apporte à l'association Absorbante tous les éléments (actifs et passifs), droits et valeurs, sans exception ni réserve, qui constituent son patrimoine.

Le patrimoine de l’Absorbée comprend notamment des droits de marques dont la liste figure en **Annexe 11** et un bail commercial relatif à son siège social dont une copie figure à l’**Annexe 12** et pour lequel un congé a été délivré au bailleur avec effet au 31 août 2023 (une copie dudit congé figure également à l’Annexe 12).

Les éléments actifs et passifs transmis par l’association Absorbée sont retenus pour leur **valeur nette comptable** au 31 décembre 2022 tels que reflétés dans les comptes sociaux de l’Absorbée clôturés au 31 décembre 2022 et résumés à l’article 4.1 ci-dessous étant précisé que ce résumé n’a qu’un caractère indicatif et non limitatif, le patrimoine de l’Absorbée devant être dévolu à l’Absorbante dans l’état où il se trouvera à la Date de la Fusion.

#### 4.1. Situation comptable de l'association Absorbée

Désignation et évaluation de l'actif apporté	Au 31 décembre 2022 en €
<b>Immobilisations corporelles</b>	
Aménagements, installations sur sol d'autrui	0,00
Installations, mobilier et matériel d'activité	44 455,26
Agencements et installations	42 049,23
Mobilier/Matériel	0,00
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels informatiques	543 117,45
Marques	2 216,89
<b>Immobilisations financières</b>	
Parts Apidae Tourisme	100 000,00
Titres immobilisés	4 248,82
Prêt - Effort Construction	181 653,26
Dépôts et cautionnements	157 380,35
<b>Autres éléments d'actif</b>	Créances : 4 097 985,18
	VMP : 0,00
	Disponibilités : 643 970,97
<b>Comptes de régularisation</b>	
	Charges constatées d'avance : 696 654,92
<b>Total de l'actif apporté</b>	<b>6 513 732,33</b>
<b>Désignation du passif pris en charge par l'Absorbante</b>	
<b>Dettes</b>	dont emprunts et dettes financières (caution) : 0,00
	dont fiscales et sociales : 726 759,80
	dont dettes fournisseurs : 1 425 815,23
	dont autres dettes : 24 600,00
	dont personnel : 99 626,69
<b>Provisions et fonds dédiés</b>	1 059 364,14
<b>Comptes de régularisation</b>	Produits constatés d'avance : 225,56
<b>Total du passif pris en charge</b>	<b>3 336 391,42</b>
<b>Soit une situation nette en € de :</b>	
	<b>3 177 340,91</b>

Soit une situation nette de : 3 177 340,91 euros.

#### 4.2. *Situation active de l'association Absorbante*

Désignation et évaluation de l'actif apporté	Au 31 décembre 2022 en €
<b>Immobilisations corporelles</b>	
Aménagements, installations sur sol d'autrui	-
Matériel informatique	79 592,54
Matériel de bureau	3 004,89
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels informatiques	55 461,71
<b>Immobilisations financières</b>	
Titres de Participations	646 195,23
Autres titres immobilisés	5 163,25
Dépôts et cautionnement	54 175,50
<b>Autres éléments d'actif</b>	
Avances & acomptes versés	31 153,54
Créances adhérents :	528 760,87
Autres créances :	355 993,01
VMP :	-
Disponibilités :	3 838 938,35

<b>Comptes de régularisation</b>	
Charges constatées d'avance :	1 022 486,73
<b>Total de l'actif apporté</b>	<b>6 620 925,62</b>

#### **4.3 Rapport du commissaire à la fusion**

La valeur totale de l'ensemble des apports visés aux articles 4.1 et 4.2 ci-dessus étant supérieure au seuil de 1 550 000 euros fixé par le décret n°2015-1017 du 20 août 2015, un rapport a été établi le 26 mai 2023 par Valentin Dolige, associé du cabinet ORCOM, commissaire à la fusion, désigné d'un commun accord par les associations.

Ce rapport se prononce sur les méthodes d'évaluation et sur la valeur de l'actif et du passif des associations concernées et expose les conditions financières de l'opération.

Ce rapport figure en annexe 13.

#### **ANNEXE 13 – Rapport du commissaire à la fusion.**

#### **4.4 Subventions perçues ou à percevoir par le CRTIDF**

Toutes les subventions perçues ou à percevoir par le CRTIDF, du fait de la fusion, seront intégrées et traitées par l'Absorbante à compter de la Date de la Fusion conformément aux stipulations prévues à l'article 7 du Traité.

#### **4.5 Actifs de l'Absorbée éventuellement omis**

Dans l'hypothèse où apparaîtrait un actif omis dans la désignation des biens et droits apportés par l'Absorbée, celui-ci profiterait à l'Absorbante sans frais ni coûts.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS DES APPORTS**

#### **5.1 Propriété – jouissance**

L'association Absorbante aura jouissance des biens et droits apportés par l'association Absorbée, à compter de la Date de la Fusion.

Compte tenu de l'absorption et de la forme sociale des Parties, à savoir des associations loi 1901, l'apport pur et simple des biens et droits de l'Absorbée à l'Absorbante se fera à titre gracieux, sans préjudice des contreparties prévues à l'article 8 du Traité.

#### **5.2 Charges et conditions**

##### **5.2.1. En ce qui concerne CPR**

Les présents apports sont faits sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que l'Absorbante s'oblige à accomplir et exécuter, à savoir :

- l'association Absorbante notifiera la fusion aux débiteurs de l'Absorbée, conformément à l'article 1321 du code civil et accomplira toutes formalités nécessaires pour rendre opposable aux tiers la transmission du patrimoine reçu (en ce compris les formalités auprès de l'INPI pour les besoins du transfert des droits de marques de l'Absorbée au profit de l'Absorbante) ;
- l'association Absorbante prendra les biens et droits l'Absorbée avec tous ses éléments corporels et incorporels dans l'état où le tout se trouve à la Date de la Fusion sans pouvoir demander aucune division ou indemnité pour quelque cause que ce soit et de manière générale sans pouvoir exercer un recours contre l'Absorbée pour quelque cause que ce soit ;
- l'association Absorbante exécutera à compter de la Date de la Fusion tous les contrats et marchés conclus entre l'Absorbée et les tiers, relativement à l'exploitation des biens et droits qui lui seront apportés, ainsi que toutes les polices d'assurances et tous les abonnements qui auraient pu être contractés;

**ANNEXE 14** - Liste des principaux contrats, marchés, polices et abonnements contractés par le CRTIDF.

- l'association Absorbante exécutera à compter de la Date de Fusion, au lieu et place de l'Absorbée, toutes les charges et obligations liées aux baux de toutes natures qui lui sont apportés dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine induite par la fusion ;
- l'association Absorbante sera subrogée purement et simplement dans tous les droits, actions, et inscriptions qui peuvent être attachés aux créances de l'association Absorbée ;
- l'association Absorbante supportera et acquittera, à compter de la Date de la Fusion, tous les impôts, contributions, taxes et cotisations (y compris d'assurance), charges sociales et charges liés aux salaires, redevances d'abonnement, ainsi que toutes autres charges de toutes nature, ordinaires ou extraordinaire, qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation des biens et droits objets de l'apport de fusion (y compris les frais et taxes de l'INPI dans le cadre du transfert des droits de marques de l'Absorbée à l'Absorbante) ;
- l'association Absorbante sera tenue à l'acquit de la totalité du passif de l'association Absorbée dans les termes et conditions où il deviendra exigible, au paiement de tous les intérêts et à l'exécution de toutes les conditions d'actes ou de titres de créances pouvant exister, sauf à obtenir, de tout créancier, tous accords modificatifs de ces termes et conditions ; dans le cas où se révéleraient une différence entre le passif déclaré et les sommes de toutes nature réclamées par les tiers, elle serait tenue d'acquitter tout excédent, sans recours mais bénéficiera corrélativement de toute réduction de passif ;
- le cas échéant, l'association Absorbante supportera les obligations et bénéficiera des droits attachés aux contrats d'apport avec droit de reprise de l'association Absorbée ;
- l'association Absorbante se conformera aux lois, décrets, arrêtés, règlements et usages concernant l'exploitation des biens apportés et, sous réserve des

stipulations de l'article 5.2.2, fera son affaire personnelle de toutes autorisations qui pourraient être nécessaires ;

- l'association Absorbante sera substituée à l'association Absorbée dans les litiges et les actions judiciaires, tant en qualité de demandeur qu'en qualité de défendeur, devant toutes les juridictions.

#### *5.2.2 En ce qui concerne le CRTIDF*

Les apports sont faits sous garanties, charges et conditions ordinaires et de droit, et en outre sous celles qui figurent dans le présent Traité.

L'association Absorbée :

- s'oblige à fournir à l'Absorbante pour les besoins de la réalisation de la fusion, tous les renseignements dont l'Absorbante pourrait avoir besoin, à lui assurer dans la mesure du possible toutes les signatures et à lui apporter tous les concours utiles pour lui assurer vis à vis de quiconque la transmission des biens et des droits compris dans le cadre de la fusion et l'entier effet du présent Traité ;
- déclare qu'elle n'a effectué depuis le 31 décembre 2022, date de la dernière situation comptable certifiée, aucune opération de disposition des éléments d'actif ni de création de passif en dehors de celles rendues nécessaires par la gestion courante de l'association ;
- s'oblige jusqu'à la Date de la Fusion, à ne pas effectuer d'opération de disposition des éléments d'actif ni de création de passif en dehors de celles qui seraient rendues nécessaires par sa gestion courante.

### **ARTICLE 6 – AGREMENTS ET AUTORISATIONS**

Le CRTIDF dispose des agréments et autorisations suivants :

NEANT

### **ARTICLE 7 – DEMANDE DE TRANSFERTS DES CONVENTIONNEMENTS DONNANT DROIT A SUBVENTION**

Le CRTIDF a informé les personnes publiques (« les financeurs ») avec lesquelles elle a conclu des conventions ayant pour objet un subventionnement (à l'exception de la région Ile de France pour laquelle les Parties sont convenues de ne pas procéder à une notification d'information) du transfert à intervenir de ces conventions à CPR à la Date de la Fusion.

Cette substitution dans les droits à versement des subventions concerne trois situations distinctes :

- Les subventions déjà versées au CRTIDF mais pour lesquelles l'Absorbante devra être en mesure de justifier de la bonne affectation des fonds aux actions subventionnées.

A cette fin, les archives permettant la justification de cette bonne réalisation des actions sont remises à l'Absorbante.



- Les subventions concernant les actions réalisées par le CRTIDF mais qui n'ont pas fait l'objet d'un versement intégral à cette dernière.

Le CRTIDF a fait le nécessaire, avant la Date de fusion, pour demander l'accord des financeurs pour le versement du solde de ces subventions à l'Absorbante.

#### **ANNEXE 15 – Demandes faites aux financeurs et réponses des Financeurs**

- Les subventions concernant des actions en cours de réalisation.

Le droit à la perception de ces subventions est transféré à l'Absorbante, de même que les obligations résultant des conventions d'objectifs conclues avec les financeurs concernés au titre des exercices 2023 ou ultérieurs.

A cette fin, des avenants pourront être conclus avec l'Absorbante pour les conventions jointes en annexe aux présentes.

#### **ANNEXE 16 – Conventions d'objectifs**

CPR fera son affaire des nouvelles subventions à solliciter à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

### **ARTICLE 8 - CONTREPARTIE DE L'APPORT**

En contrepartie de l'apport effectué par le CRTIDF, CPR s'engage :

- à assurer la continuité de l'activité de l'association Absorbée ;
- à conserver les biens apportés, dans la mesure du possible et sous réserve des adaptations nécessaires la destination et l'usage qu'ils avaient au sein du CRTIDF ;
- à assumer toutes les charges de toutes natures liées à l'activité du CRTIDF à compter de la Date de la Fusion.

### **ARTICLE 9 - MEMBRES**

CPR s'engage à admettre comme membres l'ensemble des membres du CRTIDF conformément aux statuts joints en annexe 6B.

Les « membres fondateurs » et « membres actifs » du CRTIDF (article 6-2 de ses statuts) sont accueillis, selon leur nature, dans les collèges 1 à 5 de CPR dont la description est rappelée en préambule.

En particulier, seront accueillis dans le collège 5 « Acteurs de la promotion touristique et du patrimoine » de CPR, les acteurs de la promotion touristique principalement publics et parapublics qui contribuent à l'attractivité de la région Ile-de-France ou de la France tels que définis et prévus par le Code du Tourisme.

Les membres de ce collège participent à la création et à la coordination d'actions collectives, notamment de promotion. Ce collège comprend également des gestionnaires de patrimoine (châteaux, musées, etc.) qui sont des acteurs de la culture et du patrimoine principalement (mais non exclusivement) publics et parapublics. Parmi les membres de ce collège figurent notamment les :

- Offices du tourisme et Syndicats d'initiative ;
- Comités départementaux du tourisme ou tout autre organisme départemental en charge du tourisme ;

- Les professions du tourisme, du thermalisme et des loisirs ;
- Les associations du tourisme et de loisirs.

La répartition des membres du CRTIDF accueillis dans les collèges de CPR figure en annexe.

### **ANNEXE 17 – Répartition des membres actifs du CRTIDF dans les collèges 2 à 5 de CPR**

Sauf manifestation de volonté contraire de leur part, tous les membres fondateurs et actifs de l’Absorbée, jouissant de cette qualité à quelque titre que ce soit, et à jour de leurs cotisations, au dernier jour avant son absorption, deviennent membres de CPR selon la répartition susvisée.

Il est rappelé que les membres fondateurs du CRTIDF sont dispensés du paiement de la cotisation annuelle (article 6-1 des statuts du CRTIDF).

Les anciens membres de l’Absorbée jouiront alors des mêmes droits et supporteront les mêmes charges que les membres de l’Absorbante, et seront purement et simplement assimilés à ces derniers dans les conditions prévues par les statuts de CPR.

### **ARTICLE 10 - DECLARATIONS du CRTIDF**

L’association Absorbée déclare que son Conseil d’administration a approuvé le projet de fusion le 13 avril 2023, conformément à l’alinéa 1<sup>er</sup> de l’article 15-2 du décret du 16 août 1901, puis après réalisation des publications légales requises le 26 mai 2023, son assemblée générale extraordinaire a approuvé le présent Traité de fusion le 30 juin 2023.

Elle déclare également que son comité social et économique a été consulté sur le volet juridique de l’opération de fusion et a donné un avis défavorable le 10 mars 2023 conformément à la loi et à la réglementation sur le projet de fusion-absorption.

L’association Absorbée déclare également :

- qu’elle n’a jamais été déclarée en état de cessation des paiements, et n’a pas fait l’objet d’une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaires ;
- qu’elle est à jour de tous impôts exigibles au jour des présentes et le sera à la Date de la Fusion ;
- que ses livres de comptabilité, pièces, comptes, archives et dossiers ont été ou seront remis à l’association Absorbante au plus tard dans les 30 jours de la signature du présent Traité de fusion ;
- que les biens apportés dans le cadre de la fusion ne font l’objet d’aucune inscription, nantissement, ou charge quelconque ;
- qu’à sa connaissance, il n’existe aucune restriction d’ordre légal, ou contractuel, à la libre disposition des biens présentement apportés.

## ARTICLE 11 - DECLARATIONS DE CPR

L'association Absorbante déclare que son Conseil d'administration a arrêté le projet, de fusion lors de sa réunion du 11 avril 2023, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 15-2 du décret du 16 août 1901.

Elle déclare également que son comité social et économique a été consulté et a donné un avis favorable le 11 avril 2023 conformément à la loi et à la réglementation sur le projet de fusion-absorption.

La publication légale prévue par l'article 15-3 du décret de 1901 a été effectuée le 26 mai 2023.

L'assemblée générale extraordinaire de CPR a enfin approuvé le présent Traité de fusion lors de sa réunion du 30 juin 2023.

## ARTICLE 12 – DECLARATIONS FISCALES

### 12.1 *Impôt sur les sociétés*

L'Absorbée déclare être totalement soumise à l'impôt sur les sociétés.

L'Absorbante déclare avoir constitué un secteur dit « lucratif » soumis à l'impôt sur les sociétés et prend l'engagement d'affecter exclusivement l'ensemble des actifs et passifs apportés par l'Absorbée à des activités ou opérations taxables qui seront soumises à l'impôt sur les sociétés.

Les Parties déclarent ainsi soumettre la présente Fusion au régime spécial des fusions prévu à l'article 210 A du Code général des impôts (ci-après « **CGI** ») (BOI-IS-FUS-10-20-20 n° 330 et 333).

En conséquence, l'Absorbante prend l'engagement de respecter les prescriptions visées aux articles 210-0 A et 210 A du Code général des impôts (ci-après « **CGI** »), à savoir :

- reprendre à son bilan les écritures comptables de l'Absorbée (valeur d'origine, amortissements, provisions pour dépréciation et valeur nette) et à continuer à calculer les dotations aux amortissements à partir de la valeur d'origine qu'avaient les biens dans les écritures de l'Absorbante (BOI-IS-FUS-30-20-20200415 n° 10) ;
- de reprendre à son passif les provisions dont l'imposition est différée chez l'Absorbée, ainsi que la réserve spéciale où l'Absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement à l'impôt sur les sociétés au taux réduit;
- de se substituer à l'Absorbée pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;
- de calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables reçues en apport d'après la valeur qu'avaient ces biens, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Absorbée ;

- de réintégrer dans ses bénéfices imposables à l'impôt sur les sociétés, dans les conditions fixées par l'article 210 A.3.d du CGI, les plus-values dégagées par la fusion sur l'apport des biens amortissables, sans omettre de rattacher au résultat de l'exercice même de cession la fraction non encore taxée des plus-values afférentes à ceux de ces biens qui auront été cédés avant l'expiration de la période de réintégration. Cette réintégration est effectuée sur une période de cinq ans pour les biens autres que les constructions, mais la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée ;
- de reprendre à son bilan les éléments non immobilisés compris dans l'apport pour la valeur que ces éléments avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Absorbée ou, à défaut, de rattacher au résultat de l'exercice de fusion le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient du point de vue fiscal, dans les écritures de l'Absorbée ;
- de respecter, le cas échéant, les engagements souscrits par l'Absorbée en ce qui concerne les titres reçus dans le cadre de la présente fusion qui proviennent d'opérations antérieures de scission ou d'apport partiel d'actif.

Les Parties s'engagent à joindre à leurs déclarations de résultats un état de suivi conforme au modèle fourni par l'administration, conformément à l'article 54 septies I du CGI et à l'article 38 quindecies de l'annexe III au CGI.

Il est par ailleurs précisé qu'une demande d'agrément a été déposée par l'Absorbante à l'administration fiscale afin de bénéficier du transfert de l'intégralité des déficits reportables dont dispose l'Absorbée à sa dernière clôture d'exercice.

## **12.2 Droits d'enregistrement**

La présente opération relève des dispositions de l'article 816 du CGI et ne sera, à ce titre, soumise à aucun droit d'enregistrement.

## **12.3 Taxe sur la valeur ajoutée**

Conformément aux dispositions de l'article 257 bis du CGI, les livraisons de biens et les prestations de services réalisées à l'occasion de la présente fusion sont dispensées de la TVA.

L'Absorbante note qu'elle sera tenue de procéder aux régularisations de TVA auxquelles aurait dû procéder l'Absorbée si elle avait continué son exploitation.

## **ARTICLE 13 – REALISATION DE LA FUSION**

La fusion et la dissolution sans liquidation de l'association Absorbée qui en résulte deviendront définitives à compter de la Date de la Fusion dans la mesure où les assemblées de ratification de la fusion et du présent Traité ont été réunies :

- Pour l'Absorbée, le 30 juin 2023 ;
- Pour l'Absorbante, le 30 juin 2023 ;

et ce conformément à l'article 9 bis de la loi de 1901.

**ANNEXE 18 – Délibérations de l'assemblée générale extraordinaire  
de l'Absorbante du 30 juin 2023.**

**ANNEXE 19 – Délibérations de l'assemblée générale extraordinaire  
de l'Absorbée du 30 juin 2023.**

Les Parties indiquent, par ailleurs, que les formalités suivantes ont été réalisées conformément aux prescriptions légales et réglementaires :

- 1) Publication (ci-après le « Jour de publication ») d'un avis inséré dans un journal du département du siège social habilité à recevoir des annonces légales, les indications de l'avis faisant état de la fusion étant conformes à l'article 15-3 du décret du 16 août 1901 ; cet avis a été publié 30 jours au moins avant la première des assemblées générales extraordinaires approuvant définitivement la fusion ;

→ **Formalité effectuée le 26 mai 2023.**

- 2) Mise à disposition des membres de chaque association, à leur siège social, des documents visés à l'article 15-4 du décret du 16 août 1901, 30 jours au moins avant la date des délibérations des assemblées générales appelées à statuer sur le projet et au plus tard le Jour de publication de l'avis mentionné à l'article 15-3 dudit décret ;

→ **Formalité effectuée le 26 mai 2023.**

**ARTICLE 14 - DISSOLUTION SANS LIQUIDATION DE L'ASSOCIATION  
ABSORBEE**

Du fait de la transmission universelle du patrimoine de l'association Absorbée à l'association Absorbante, dans le cadre de la fusion-absorption, l'association Absorbée sera dissoute de plein droit sans liquidation à la Date de la Fusion, conformément aux décisions des assemblées générales extraordinaires de l'association Absorbée et de l'Absorbante approuvant le Traité de fusion.

Le passif du CRTIDF devant être entièrement pris en charge par l'Absorbante, la dissolution de l'Absorbée ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

**ARTICLE 15 - DELEGATIONS DE POUVOIRS**

Tous les pouvoirs sont conférés au Président du Conseil d'administration de l'association Absorbée et au Président du Conseil d'administration de l'association Absorbante, pouvant agir conjointement ou séparément, à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de fusion, et de toutes les modalités de publication, par eux-mêmes ou par un ou plusieurs mandataires de leur choix par eux désignés.

## **ARTICLE 16 - FORMALITES DE PUBLICITE**

La dissolution sans liquidation à la suite de la fusion par voie d'absorption du CRTIDF fera l'objet d'une déclaration en Préfecture et de toute autre publication rendue nécessaire par les loi et règlements.

## **ARTICLE 17 - FRAIS ET DROITS**

Les frais et droits relatifs à la présente opération de fusion et ceux afférents à sa réalisation seront supportés par l'association Absorbante.

## **ARTICLE 18 - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et des actes ou procès-verbaux qui en seront la suite ou la conséquence, les Parties font élection de domicile au siège de leur association respective.

## **ARTICLE 19 – DROIT APPLICABLE – LITIGES**

### **19.1. *Droit applicable***

Le présent Traité est régi par le droit français.

### **19.2. *Litiges***

Tous les différends qui viendraient à naître à propos du Traité, de sa validité, de son exécution ou de son inexécution seront soumis aux juridictions compétentes du siège de l'Absorbante.

## **ARTICLE 20 – ANNEXES AU TRAITE DE FUSION**

Il est convenu expressément entre les Parties que les ANNEXES ci-après font purement et simplement partie intégrante du présent Traité de fusion :

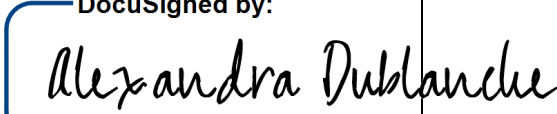

<b>ANNEXE 1</b>	Délibérations du conseil d'administration du 11 avril 2023 de CPR
<b>ANNEXE 2</b>	Délibérations du conseil d'administration du 13 avril 2023 du CRTIDF
<b>ANNEXE 3</b>	Liste à jour des membres de CPR
<b>ANNEXE 4</b>	Liste à jour des membres du CRTIDF
<b>ANNEXE 5</b>	Statuts du CRTIDF
<b>ANNEXE 6</b>	Statuts du CPR
<b>ANNEXE 6B</b>	Statuts approuvés pour l'entité issue de la fusion
<b>ANNEXE 7</b>	Comptes établis par l'expert-comptable du CRTIDF pour l'exercice clos au 31 décembre 2022
<b>ANNEXE 8</b>	Comptes annuels de CPR pour l'exercice clos au 31 décembre 2021
<b>ANNEXE 9</b>	Liste des contrats de travail transférés
<b>ANNEXE 10</b>	Liste des usages, engagements unilatéraux et accords atypiques actuellement en vigueur au sein du CRTIDF

<b>ANNEXE 11</b>	Liste des droits de marque détenus par le CRTIDF
<b>ANNEXE 12</b>	Bail commercial conclu par le CRTIDF relatif à son siège social et du congé délivré par le CRTIDF
<b>ANNEXE 13</b>	Rapport du commissaire à la fusion
<b>ANNEXE 14</b>	Liste des contrats, marchés, polices et abonnements contractés par le CRTIDF
<b>ANNEXE 15</b>	Accord des financeurs
<b>ANNEXE 16</b>	Conventions d'objectifs
<b>ANNEXE 17</b>	Répartition des membres actifs du CRTIDF dans les collèges 2 à 5 de CPR
<b>ANNEXE 18</b>	Délibérations de l'assemblée générale de CPR du 30 juin 2023
<b>ANNEXE 19</b>	Délibérations de l'assemblée générale du CRTIDF du 30 juin 2023

\*\*

À PARIS,

Le 30 juin 2023

	Signatures
<b>Pour CHOOSE PARIS REGION</b> Par : Madame Alexandra DUBLANCHE Présidente du Conseil d'administration	DocuSigned by:  869A37116871474...
<b>POUR LE COMITE REGIONAL DU TOURISME D'ILE DE FRANCE</b> Par : Monsieur Eric JEUNEMAITRE Président du Conseil d'administration	DocuSigned by:  15A1B8F73A6C43A...

☆☆☆

## PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 21 SEPTEMBRE 2023

### POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DU TOURISME EN ÎLE-DE FRANCE CINQUIÈME AFFECTATION 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis et modifié par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L215 du 7 juillet 2020 ;

**VU** le régime d'aides exempté n° SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 221-16 du 15 décembre 2016 relative à la création du Fonds pour le tourisme, modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, modifiée ;

**VU** la délibération n° CP 2017-155 du 17 mai 2017 portant approbation de conventions relatives au dispositif du fonds régional pour le tourisme, modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente, modifiée ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CR 2022-019 du 19 mai 2022 relative à l'approbation du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2022-242 du 7 juillet 2022 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le CRT ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CR 2023-022 du 31 mai 2023 relative au projet de fusion-absorption du Comité Régional du Tourisme au sein de Choose Paris Region ;

**VU** la délibération n° CP 2023-155 du 1<sup>er</sup> juin 2023 relative à la charte de visibilité régionale ;



**VU** le budget de la région d'Ile-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission du tourisme ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-294 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Décide de participer au titre du dispositif « fonds régional pour le tourisme » au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de **2 subventions** d'un montant maximum de **249 250 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement » adoptée par délibération n°CP 2017-155 du 17 mai 2017, modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **249 250 €** prélevée sur le chapitre 906 «Action économique» code fonctionnel 633 «Développement touristique » Programme HP633-005 « Dispositifs régionaux en faveur du développement touristique » Action 16300502 « Fonds en faveur du tourisme » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative au règlement budgétaire et financier.

**Article 2 :**

Décide de transférer à l'association Choose Paris Region le solde de la subvention globale de fonctionnement 2023, attribuée antérieurement au Comité Régional du Tourisme au titre de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Comité Régional de Tourisme par délibération n° CP 2022-242 du 7 juillet 2022 pour un montant de **3 837 200 €**.

Approuve l'avenant de transfert à la convention d'objectifs et de moyens figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant susvisé et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **3 837 200 € en faveur de CPR** prélevée sur le Chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 633 « Développement Touristique », Programme HP633-006 « Dispositifs régionaux et soutien aux organismes », Action 16300602 « Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2023 (deuxième affectation).

**Article 3 :**

Décide de participer financièrement au fonctionnement des points d'information touristique

dans les aéroports franciliens d'Orly et de Roissy par l'attribution aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **750 000 €** et aux CaRT hors aéroports une subvention d'un montant de **432 000 €**.

Affecte une autorisation d'engagement de **750 000 €** prélevée sur le Chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 633 « Développement Touristique », Programme HP633-006 « Dispositifs régionaux et soutien aux organismes », Action 16300602 « Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2023 (deuxième affectation).

Affecte une autorisation d'engagement de **432 000 €** prélevée sur le Chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 633 « Développement Touristique », Programme HP633-006 « Dispositifs régionaux et soutien aux organismes », Action 16300602 « Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2023 (deuxième affectation).

**Article 4 :**

Suite à une erreur matérielle, décide de modifier la base subventionnable indiquée en HT en TTC de la subvention accordée à **FÉDÉRATION FRANÇAISE DE BASEBALL SOFTBALL** par délibération n° CP 2022-153 du 20 mai 2022. Le taux et le montant prévisionnel de la subvention restent inchangés.

Approuve la fiche projet modifiée correspondante telle qu'elle figure en annexe 3 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 : Fiches projets - Fonds Régional Tourisme**

## **FONDS TOURISME**

**Création, adaptation et développement de l'offre  
touristique**

**DOSSIER N° EX075510 - DES LIS CHOCOLAT**  
**Création d'un parcours scénographique au sein de la Chocolaterie**

**Dispositif** : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)

**Délibération Cadre** : CR221-16 modifié du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 906-633-20422-163005-040

Action : 16300502- Fonds en faveur du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	198 500,00 € HT	50,00 %	99 250,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		99 250,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : DES LIS CHOCOLAT

Adresse administrative : 6 RUE LOUIS BLERIoT  
77140 NEMOURS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur DENIS JULLEMIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1<sup>er</sup> septembre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : ouverture du Musée pour l'été 2024 (début des JO)

**Description :**

Ce projet porte sur la création d'un "parcours scénographique » d'environ 80m<sup>2</sup> au sein du nouvel atelier de fabrication avec une boutique qui sera implanté à l'entrée de la zone d'activité «les Hauteurs de Loing» à Nemours (Des Lis chocolat accueillait déjà des groupes dans ses anciens locaux). Le projet scénographique s'appuie sur ces expériences de visites pour les développer dans le nouveau bâtiment. Cet espace sera conçu pour accueillir aussi bien des visiteurs individuels que des groupes et proposera une expérience gourmande, sensorielle, un spectacle audiovisuel pour découvrir les savoirs uniques de l'entreprise, notamment celles des spécialités labélisées "Produit en Ile-de-France" : spécialités aux Coquelicots de Nemours, Sucre d'Orge des Religieuses de Moret, Sablés Briards, Moutarde de Meaux Pommery....

Ce nouvel espace permettra également la mise en valeur d'une collection d'objets, de machines, d'affiches et d'emballages racontant le monde de la chocolaterie et du cacao. Ce sont entre 5 et 10 000 visiteurs attendus par an et 2 nouveaux emplois qui seront créés.

La réalisation de ce musée est confiée à une société spécialisée qui a réalisé la Cité du Vin à Bordeaux, la cité de la gastronomie à Dijon et le Parcours Michelin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Détail du calcul de la subvention :**

Ce projet, contribuant à déployer une nouvelle offre d'activité durable, sur la thématique de la filière du tourisme de savoir-faire, accessible en transport en commun et pour les publics touristiques et franciliens, est éligible à une subvention régionale au titre du fonds régional pour le tourisme.

Situé en zone de reconquête économique (ZRE), une majoration de l'aide régionale est appliquée au-delà du taux d'intervention de 30% maximum sur le montant des dépenses éligibles fixés par le règlement d'intervention.

Les actions, objet de la subvention, porteront sur la scénographie du parcours visiteurs :

- Conception et réalisation de la scénographie,
- Travaux dans le bâtiment nécessaires à sa mise en place.

**Localisation géographique :**

- NEMOURS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception de la scénographie	18 200,00	9,17%
Réalisation de la scénographie	170 500,00	85,89%
Travaux liés à la mise en place de la scénographie	9 800,00	4,94%
Total	198 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	99 250,00	50,00%
Emprunt	99 250,00	50,00%
Total	198 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

**DOSSIER N° EX070806 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE D'ORSAY ET DU  
MUSÉE DE L'ORANGERIE - VALÉRY GISCARD D'ESTAING  
Refonte des espaces de l'Accueil du Musée de l'Orangerie**

**Dispositif** : Fonds pour le tourisme Investissement (n° 00001002)

**Délibération Cadre** : CR221-16 modifié du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 906-633-204182-163005-040

Action : 16300502- Fonds en faveur du tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Investissement	1 133 334,00 € HT	13,24 %	150 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		150 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC DU  
MUSEE D'ORSAY ET DU MUSEE  
DE L'ORANGERIE

Adresse administrative : ESPLANADE VALÉRY GISCARD D'ESTAING  
75007 PARIS 7E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE LERIBAUT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 22 septembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

En 2020, avec le soutien de la Région, le musée de l'Orangerie engage la 1ère phase d'une nouvelle modernisation de ses espaces afin d'accueillir un nombre grandissant de visiteurs : le parcours de visite au sein des collections est rendu plus lisible, plus pédagogique grâce à une scénographie aérée et entièrement repensée. En 2023, le musée de l'Orangerie prévoit une 2ème phase afin d'adapter et moderniser l'accueil rendu nécessaire par le succès public du musée (passant de 600 000 visiteurs en 2006 à plus de 1 millions en 2022) qui requière des aménagements : sécurité des visiteurs, accueil/gestion des flux, vestiaires et billetterie.

Situé en plein cœur du Jardin des Tuileries, entre le musée du Louvre et le musée d'Orsay, le musée de l'Orangerie est positionné sur un axe touristique stratégique (Champs-Élysées / Concorde / Tuileries). Cet emplacement ainsi que le succès des Nymphéas de Claude Monet (après la fin de la Première Guerre Mondiale, Claude Monet fait don à l'Etat de son œuvre, les Nymphéas, et l'Orangerie des Tuileries est choisie pour l'accueillir) auprès des touristes explique aujourd'hui la part importante des visiteurs étrangers (64%) et l'attrait auprès des franciliens qui représentent 18% de la fréquentation. Depuis 2010, le musée de l'Orangerie est rattaché au musée d'Orsay au sein d'un seul et même Etablissement Public (EP). La singularité du musée de l'Orangerie tient à sa collection – transition entre l'impressionnisme représenté par Orsay et l'art moderne représenté par le Centre Pompidou.



L'Impressionnisme, soufflant ses 150 bougies le 15 avril 2024, date de la première exposition impressionniste qui s'est tenue dans l'atelier de Nadar en 1874. Cette date est une opportunité unique pour développer la fréquentation touristique et accélérer le rayonnement international de la Destination. Cet anniversaire sera célébré par des événements culturels prestigieux, dont une exposition-anniversaire historique au Musée d'Orsay, et constituera une actualité culturelle phare de 2024, en complémentarité avec les Jeux Olympiques et Paralympiques.

#### Détail du calcul de la subvention :

Ce projet, contribuant à enrichir la destination impressionnisme de l'Île-de-France en conformité avec les objectifs RSO de l'établissement (responsabilité sociétale des organisations), pour l'ensemble des publics touristiques et franciliens notamment les jeunes issus de milieux modestes, est éligible à une subvention régionale au titre du fonds régional pour le tourisme.

L'aide régionale portera sur les travaux de modernisation de l'accueil.

#### Localisation géographique :

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes et recherches	210 387,00	12,58%
<b>Gros œuvre</b>	<b>104 167,00</b>	<b>6,23%</b>
<b>Agencement</b>	<b>208 333,00</b>	<b>12,46%</b>
<b>Serrurerie, peinture et revêtement</b>	<b>195 834,00</b>	<b>11,71%</b>
<b>Chauffage Ventilation Climatisation, Electricité</b>	<b>166 666,00</b>	<b>9,97%</b>
<b>Eclairage</b>	<b>41 667,00</b>	<b>2,49%</b>
<b>Portes Tambour</b>	<b>416 667,00</b>	<b>24,91%</b>
Supplément travaux	56 667,00	3,39%
Aléas	272 000,00	16,26%
Total	1 672 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	150 000,00	8,97%
Ressources propres	1 522 388,00	91,03%
Total	1 672 388,00	100,00%

## **Annexe 2 : COM CRIDF-CRT Avenant 1**

**AVENANT MODIFICATIF N°1  
à la convention d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et  
le Comité régional du tourisme (CRT)  
pour la période 2022-2025**

**La Région d'Ile-de-France**, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, ci-après dénommée « la Région »

et

**d'une part,**

**Choose Paris Region**,  
association loi 1901,  
dont le n° SIRET est : 802 060 814 00026  
dont le siège social est situé 18 rue de Londres, 75009 Paris,  
ayant pour représentant sa Présidente, Madame Alexandra DUBLANCHE  
ci-après dénommé « l'organisme »

**d'autre part,**

**APRES AVOIR RAPPELE :**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement respectent les conditions du règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

La subvention a été attribuée initialement au Comité Régional du Tourisme au titre de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Comité Régional de Tourisme approuvée par délibération n° CP 2022-242 du 07 juillet 2022. A la suite de la fusion entre l'association Choose Paris Region et le Comité Régional du Tourisme en date du 30 juin 2023, les missions du Comité Régional du Tourisme Île-de-France ont été confiées au sein de l'agence Choose Paris Region (CPR) dans l'objectif de renforcer les synergies entre attractivité et tourisme au bénéfice de l'Île-de-France.

Cet avenant a donc pour objet de transférer l'ensemble des droits et obligations du Comité Régional de Tourisme à l'association Choose Paris Region à l'égard de la Région. Il permet à l'association Choose Paris Region de percevoir la subvention régionale annuelle versée au titre de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Comité Régional de Tourisme approuvée par délibération n° CP 2022-242 du 07 juillet 2022.

**SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :**

**Article 1 :**

Le présent avenant a pour objet de transférer la subvention globale annuelle de fonctionnement attribuée par délibération n° CP 2022-242 du 07 juillet 2022 au Comité Régional du tourisme au profit de l'association Choose Paris Region et pour un montant de **3 837 200 €** au titre de l'année 2023,

Choose Paris Region s'engage à reprendre et à respecter l'ensemble des droits et obligations du Comité Régional de Tourisme à l'égard de la Région, conformément aux dispositions de la convention d'objectifs et de moyens approuvée par délibération n° CP 2022-242 du 07 juillet 2022.

**Article 2 :**

Dans tous les articles de la convention d'objectifs et de moyens susmentionnée les termes « bénéficiaire » ou « organisme » désignent l'association Choose Paris Region. Toutes les mentions du Comité Régional du Tourisme sont remplacées par Choose Paris Region.

**Article 3 :**

Les versements sont à effectuer à : Choose Paris Region

**Article 4 :**

Les dispositions de la convention d'objectifs et de moyens approuvée par délibération n° CP 2022-242 du 07 juillet 2022 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

**Article 5 :**

Le présent avenant prend effet à compter de sa date d'approbation par la commission permanente, soit le 21 septembre 2023.

**Article 6 :**

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, ainsi que le présent avenant de transfert.

**Article 7 :**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux,

Le, ..... Le, .....

Pour la Région  
La Présidente du Conseil régional  
d'Ile-de-France

Pour Choose Paris Region  
La Présidente

**Valérie PECRESSE**

**Alexandra DUBLANCHE**

### **Annexe 3 : FP Fédération française baseball softball modifiée**

**DOSSIER N° EX061967 - FÉDÉRATION FRANÇAISE DE BASEBALL SOFTBALL**  
**Coupe du monde de 2024**

**Dispositif** : Fonds pour le tourisme Fonctionnement (n° 00001003)

**Délibération Cadre** : CR221-16 modifié du 14/12/2016

**Imputation budgétaire** : 939-95-6574-195001-020

Action : 19500108- Fonds de soutien au tourisme

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds pour le tourisme Fonctionnement	1 633 957,00 € TTC	3,06 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FEDERATION FRANCAISE  
BASEBALL SOFTBALL  
Adresse administrative : 41 RUE DE FECAMP  
75012 PARIS  
Statut Juridique : Association loi1901  
Représentant : Monsieur FABIEN CARRETTE-LEGRAND, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 30 mars 2022 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : oui

Motivation démarrage anticipé : afin d'organiser cette manifestation de grande ampleur, il est nécessaire d'engager sa mise en œuvre dès 2022.

**Description :**

La Major League Baseball (MLB), structure en charge de l'organisation et de la gestion de la ligue de baseball professionnel nord-américaine, cherche à organiser des rencontres délocalisées dans de grandes métropoles européennes à partir de 2023 et a lancé un appel à candidature au niveau européen.

La ligue de baseball nord-américaine est composée de 30 « franchises » (équipes) aux États-Unis et au Canada. La compétition est extrêmement populaire, revendiquant 170 millions de spectateurs en Amérique du Nord, des dizaines de millions au Japon, en Corée, à Singapour, Taiwan...

Après s'être tournée vers l'Amérique Centrale et l'Asie avec succès, la MLB souhaite développer le baseball et son audience en Europe, un territoire très prometteur.

Un appel à candidature européen a été lancé au cours de l'été 2020 et un groupement d'acteurs est entré en contact avec la MLB afin de défendre une candidature française. Ce groupement d'acteurs est mené par la Fédération Française de Baseball-Softball (FFBS) et associe également le Consortium Stade de France, seul site de compétition en France opérationnellement adapté à l'accueil de cet événement, et l'agence Spartner, spécialisée dans la conception et l'organisation des grands événements sportifs, jouant le rôle de coordinateur et d'expert stratégique et opérationnel du projet. A la suite de cette candidature, la France a été choisie pour l'organisation de deux rencontres début juin 2025.

L'événement laissera un impact touristique important dans la région en raison de son public hautement international et non-local. Co-construit avec la direction des Sports, ce projet vise à amplifier cet impact en déployant un programme de promotion de l'Île-de-France auprès du public américain et international (Japon/Corée/Taiwan/Singapour) en amont, pendant et après l'événement.

Ce programme de promotion peut permettre au territoire d'obtenir de la visibilité sur les réseaux de la MLB, des franchises accueillies et dans les médias qui traiteront l'événement. La prévision est de plus de 23 000 produits dérivés portant le nom de la ville hôte à vendre en un weekend, et l'événement sera diffusé dans plus de 200 pays.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Les dépenses porteront sur des dépenses de communication et de promotion relatives à la mise en œuvre de l'évènement.

#### Localisation géographique :

- SAINT-DENIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Opération / Compétition	6 879 510,00	46,58%
<b>Frais de communication et Marketing</b>	<b>1 633 957,00</b>	<b>11,06%</b>
Administratif et Financier	6 256 200,00	42,36%
Total	14 769 667,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTIONS Fédération FBS	850 000,00	5,76%
SUBVENTION ETAT	500 000,00	3,39%
SUBVENTION REGION	50 000,00	0,34%
BILLETTERIE	13 369 667,00	90,52%
Total	14 769 667,00	100,00%